Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 4 août 2016

n° 19185

Première tranche de l'aide financière accordée par la Roumanie à la République de Moldavie
Participation de la Roumanie à un projet d`analyse de l`OCDE relatif à la gouvernance publique et la réforme administrative

Première tranche de l'aide financière accordée par la Roumanie à la République de Moldavie. Les médias informent que le Gouvernement roumain a approuvé hier le paiement (prévu pour le 24 août) de la première tranche d'un montant de 60 millions d'euros de l'aide financière remboursable accordée par la Roumanie à la République de Moldavie. *Mediafax* rappelle qu'en vue d'accorder cette aide financière, la Roumanie a réclamé à la République de Moldavie un agenda de réformes concrètes, transmettant également aux autorités moldaves les mesures censées être prises. En ce sens, le gouvernement de Chişinău a assumé plusieurs engagements, parmi lesquels la rédaction d'une feuille de route visant la conclusion d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), l'élaboration d'une législation censée améliorer le milieu des affaires, la réalisation d'une analyse des vulnérabilités du système bancaire et l'établissement d'un calendrier législatif censé les corriger, ainsi que la mise à jour de la stratégie de réforme de la justice et de la stratégie nationale anticorruption *Adevarul*.
Pour sa part, *Hotnews* rappelle que l'accord d`assistance financière remboursable, d'un montant de 150 millions d'euros, accordée par LA Roumanie à la République de Moldavie, a été ratifié par la Loi 91 du 6 mai 2016. En même temps, *Mediafax* informe que le premier ministre Dacian Ciolos effectuera une visite à Chisinau à la fin du mois d'août.
Selon l'analyste politique Radu Carp, cette aide financière « résout les problèmes très urgents de la République de Moldavie », étant accordée « pour faire face aux besoins du gouvernement de Chişinău, parmi lesquels les paiements des salaires et des retraites, et l'accomplissement d'un nombre minimum d'investissements ». (*Europa libera*)

La Roumanie participera à un projet d`analyse de l`OCDE relatif à la gouvernance publique et à la réforme administrative. Le Gouvernement a approuvé hier la participation de la Roumanie à un projet d`analyse spécifique réalisé par l`Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dans cinq secteurs clé du domaine de la gouvernance publique et de la réforme administrative. Il s`agit du domaine de la fonction publique, de la coordination centrale gouvernementale, de la gouvernance ouverte, de la gestion budgétaire et de l`agenda numérique, qui feront l'objet d`analyses spécifiques, réalisées selon les bonnes pratiques de l`OCDE. Par ailleurs, l`Exécutif a également approuvé le paiement de la contribution bénévole de la Roumanie à l`OCDE, pour 2016, représentant l`équivalent de 150.000 euros (*Agerpres*).

Possible coopération entre l'union « Sauvez la Roumanie » (USR) et Dacian Ciolos. Clotilde Armand, conseiller local de l'union « Sauvez Bucarest » (USB) a déclaré hier, lors d'une conférence de presse à Suceava (nord de la Roumanie), que « des noyaux de l'USR étaient en train de se constituer dans les départements du pays », et qu'une collaboration entre l'USR et le Premier ministre Dacian Ciolos n'était pas exclue, étant donné que celui-ci « répondait aux critères d'intégrité soutenus par le parti », informe *Gandul*.

Salaires des leaders des syndicats. Sous le titre « Pendant que les syndicalistes clament leur pauvreté, leurs leaders s'enrichissent », *Evenimentul zilei* publie une analyse dévoilant les salaires des leaders des syndicats, indiquant que ceux-ci bénéficient, de la part des

fédérations qu'ils dirigent et de certaines institutions publiques ou privées, de revenus impressionnants, nettement supérieurs aux salaires des syndicalistes dont ils sont chargés de défendre les intérêts. En tête du classement des syndicalistes « royalement payés » figure Eugen Luha, qui a touché en 2015 environ 22.000 euros par mois, cumulant huit fonctions rémunérées, parmi lesquelles celle de président de la Fédération des syndicats Gaz-Roumanie (FSGR) et vice-président de la fédération CNSLR Frăția, gérant ou membre du conseil de surveillance de certaines compagnies.

Coface améliore la note d'évaluation des risques et de l'environnement des affaires en Roumanie. L'agence d'évaluation économique Coface a annoncé la révision à la hausse, à savoir au niveau A4, de la note d'évaluation des risques et de l'environnement des affaires. Coface fait état des points forts de l'économie roumaine, tels le marché interne relativement important, la force du travail qualifiée et peu onéreuse, la stabilité de la monnaie locale par rapport à l'euro, et une dépendance énergétique réduite face aux fournisseurs externes. Cette révision à la hausse a été prise grâce à l'amélioration des indices macroéconomiques et à la stabilité du milieu d'affaires, note *Adevarul*. Toutefois, Coface rappelle parmi les défis auxquels l'économie roumaine devra faire face, le recul démographique, l'infrastructure terrestre et logistique très faible, le poids assez élevé de l'économie souterraine et la lutte contre la corruption. Pour sa part, Eugen Anicescu, directeur général Coface, a déclaré hier, lors d'un point de presse, qu'il était important de poursuivre cette évolution, insistant sur la nécessité d'un milieu d'affaires stable du point de vue législatif et fiscal.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Annonce de la sortie dans les salles de cinéma en France du film « Sieranevada », du réalisateur Cristi Puiu (*România libera*)

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie